ASSEMBLÉE NATIONALE

27 mars 2015

SANTÉ - (N° 2673)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 764

présenté par

Mme Maréchal-Le Pen et M. Collard

ARTICLE 17 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 17 bis, inséré par un amendement en commission, abroge le délai de réflexion de sept jours mis à disposition des femmes dans le cadre d'une demande d'interruption de grossesse.

Le gouvernement, poussé par son aile gauche la plus dogmatique, accentue la libéralisation de l'IVG en vue de la banaliser totalement. Au lieu de donner de nouveaux comforts aux femmes, cette mesure les enferme dans l'angoisse et la solitude, insupportables dans une telle situation où l'écoute et le soutien sont primordiaux. En effet, la panique peut engendrer des choix aux conséquences néfastes pour la santé physique et psychologique de la femme.

Un délai raccourci de 48 heures existe déjà en cas d'urgence. Cet amendement n'est donc rien moins qu'une disposition idéologique totalement incongrue dans un projet de loi.